

En cherchant à provoquer un débat sur les disparités au sein du processus électoral et du système politique brésilien, l'Institut des Études Socioéconomiques (Inesc), en collaboration avec la Plateforme pour la Réforme du Système Politique, SOS Corps et le Cfemea, présentent les candidatures aux élections de cette année, accompagnées des analyses des profils des candidats à partir de statistiques de race, de couleur et de sexe. Les données se trouvent dans le document « **Profil des Candidats aux Élections 2014. Sous-représentation de Noirs, d'Indigènes et de Femmes** : un défi à la démocratie ».

Carmela Zigoni, conseillère politique de l'Inesc, relève les quatre points principaux du rapport. Le premier est la sous-représentation des femmes. Alors qu'elles sont une majorité, en 2014 les partis ne sont parvenus à atteindre que ce qui est exigé par la loi, c'est-à-dire 30% du total des candidatures. Sur un total de 25 919 candidats, seulement 8 008, ce qui équivaut à 30,90%, sont des femmes, et 17 911, c'est-à-dire 69,10%, sont des hommes. Le résultat qui se dégage de ce tableau est que le parlement continue d'être majoritairement composé d'hommes blancs. Selon Carmela, en 2010, les partis ne sont même pas parvenus à atteindre les 30% [de femmes].

« Dès le début, on voit que la sous-représentation du genre dans la politique est déjà présente au moment du scrutin : même si elles représentent 51,04% de la population brésilienne totale, les candidates femmes correspondent à moins d'un tiers du total. La répartition entre les partis, en général, accompagne ce déséquilibre significatif ; la majorité des partis atteignent à peine la définition légale des quotas minimaux de 30% pour les femmes », souligne le document.

Le deuxième aspect est la non-représentativité des candidatures indigènes, qui sont à peine 83 dans tout le Brésil. Parmi celles-ci, 27 sont des femmes. En ce qui concerne les mandats, les candidat(e)s indigènes sont plus concentré(e)s pour les postes de député(e)s des états (51) et de députés fédéraux (24). Pour les charges à la présidence de la Républiques, vice-président et gouverneur(e)s, il n'y a aucun indigène et, pour le Sénat, seulement trois candidatures.

Le troisième aspect mis en avant est que les jeunes (jusqu'à 29 ans) représentent seulement 6,8% des candidatures, alors que leur proportion dans la population est de 51%. « Malgré cela, cette proportion fait montre de plus d'égalité de race et de genre, puisque parmi les jeunes,

45,4% des candidats sont noirs (noirs et métis) et 52,3% sont des femmes », fait remarquer Carmela.

La conseillère politique de l'Inesc fait connaître le quatrième aspect : la candidature de noirs et de noires. « On peut dire que le nombre de candidat(e)s noir(e)s aux élections de 2014 est raisonnable, puisqu'ils représentent 44,20% des candidatures. Dans cet ensemble, ce sont 30% d'hommes et seulement 14,20% de femmes, ce qui montre de nouveau la sous-représentation féminine », met-elle en avant.

Selon Carmela, le rapport élaboré par l'Inesc donne à voir une photographie officielle de la question ethno-raciale au Brésil. « Ces données reflètent le portrait d'une société pleine de préjugés, machiste et patriarcale. Si les candidatures de femmes, d'indigènes, de jeunes et de noirs sont limitées, ce n'est pas par manque de volonté de s'imposer dans le décor politique du pays, mais parce que ces candidatures sont celles qui reçoivent le moins de soutien et de financement des partis », révèle-t-elle.

Notes de la traduction :

[1] **Plataforma da Reforma Política** : mouvement regroupant diverses organisations du Brésil tout entier, existant depuis 2004. Ses objectifs actuels, par le biais de débats publics, de plébiscites, d'interpellations du gouvernement, sont de renforcer la démocratie directe participative tout en perfectionnant la démocratie représentative et en rendant plus transparent le pouvoir judiciaire.

[2] **SOS Corpo** : une organisation de la société civile, basée à Recife, qui lutte pour la démocratisation de la société brésilienne à travers la défense de l'égalité des genres, en considérant également que la lutte contre la pauvreté, le racisme et l'homophobie sont, aux côtés du féminisme, des moteurs fondamentaux de la transformation sociale.

[3] **Cfemea** : Centre Féministe d'Études et d'Assistance, une ONG basée à Brasília dont le but est de renforcer le féminisme et la démocratie, en interpellant les pouvoirs publics pour garantir les droits des femmes et également demander l'égalité, la fin des discriminations de genre et de race ou d'ethnie, l'affirmation des principes de liberté, d'autonomie, de solidarité et de respect de la diversité.

Source: [AutresBresils](#)